

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

Nîmes, le 25/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



ANDRE TP

Le Mas Neuf Ouest

30140 Tornac

Références : 2023-05-379
Code AIOT : 0006600788

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2023 dans l'établissement ANDRE TP implanté Le Mas Neuf Ouest - 30140 Tornac. L'inspection a été annoncée le 11/04/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANDRE TP
- Le Mas Neuf Ouest 30140 Tornac
- Code AIOT : 0006600788
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert. Des installations de traitement ainsi qu'une station de transit de matériaux inertes externes exclusivement en provenance des chantiers de terrassement de la SARL ANDRE TP et à des fins de réaménagement du site, sont également présentes in situ.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la consistance des installations classées (article 1.5 AP n°2018-06 du 30/03/2018),
- la liste des installations classées (article 1.6 AP n°2018-06 du 30/03/2018),
- le contrôle des niveaux sonores (article 6.3 AP n°2018-06 du 30/03/2018),
- les aires et cuvettes étanches (article 10.2.2 AP n°2018-06 du 30/03/2018),
- le plan d'exploitation (article 15 AM du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières),
- le plan de gestion des déchets d'extraction (article 16 bis AM du 22/09/1994 modifié précité),
- le registre d'admission (article 9 AM du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 de la nomenclature des installations classées),
- la traçabilité des terres excavées (articles 6 à 9 AM du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-43-1 du code de l'environnement).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le sous-Préfet d'Alès; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le sous-Préfet d'Alès, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le sous-Préfet d'Alès, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 1.5	Fiches de constat n° C-2 et C-3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 6.3	Fiche de constat n° C-12	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Aires et cuvettes étanches	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 10.2.2	Fiche de constat n° C-11	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Plan de carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Registre d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Traçabilité des terres excavées	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Traçabilité des terres excavées	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Liste des installations classées	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 1.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des manquements multiples quant au respect des prescriptions réglementaires contrôlées.

L'inspection a noté que la SARL ANDRE TP connaît, depuis fin 2020, des difficultés de gouvernance qui engendrent un manque de rigueur dans l'application des textes réglementaires applicables (arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2018-06 du 30/03/2018, arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, etc).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 1.5							
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations classées							
Point de contrôle déjà contrôlé : Fiches de constat n° C-2 et C-3, Inspection du 13/02/2020							
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R. 512-32 du code de l'environnement.</p> <p>Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Tonnage maximum annuel à extraire : 96 000 t- Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 3 ha 29 a dont superficie de la zone à exploiter : 2 ha 60 a- Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : calcaire- Modalités d'extraction : pelles mécaniques, chargeur + utilisation pour l'extraction à sec d'une foreuse pour les trous, en préparation des tirs de mine.- Côte minimale de fond finale après remblaiement : 271 mètres NGF. <p>Les matériaux inertes externes accueillis sur le site proviendront exclusivement des chantiers de terrassement de la SARL ANDRE TP. Il relève exclusivement des codes déchets suivants :</p> <table><thead><tr><th>CODE DECHETS</th><th>DESCRIPTION</th></tr></thead><tbody><tr><td>17 05 04</td><td>Terre et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés</td></tr><tr><td>20 02 02</td><td>Terre et pierres provenant uniquement de jardins et de parcs à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe</td></tr></tbody></table> <p>Les déchets inertes ne relevant pas des codes déchets susvisés, les déchets non inertes, les déchets dangereux, les déchets industriels spéciaux et/ou les déchets toxiques en quantité dispersée ne sont pas admis sur le site. Toutefois, s'ils sont découverts de manière fortuite après la procédure d'admission des entrants, ils seront triés et dirigés vers des filières de traitement agréés.</p> <p>L'utilisation des déchets inertes susvisés est uniquement réservée au réaménagement du site ainsi que le précise l'article 4 de la convention en date du 22 juillet 2016 susvisée.</p> <p>Il n'y a pas de déchargement direct des entreprises extérieures sur le site. Le double fret sera utilisé au maximum.</p>		CODE DECHETS	DESCRIPTION	17 05 04	Terre et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés	20 02 02	Terre et pierres provenant uniquement de jardins et de parcs à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe
CODE DECHETS	DESCRIPTION						
17 05 04	Terre et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés						
20 02 02	Terre et pierres provenant uniquement de jardins et de parcs à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe						
<p>Constats : Au titre de l'année 2022, quelques travaux d'exploitation ont été réalisés à la pelle mécanique pour une quantité d'environ 300 m³, soit 700 tonnes. Il n'y a eu aucun tir de mine, ni aucune campagne de concassage.</p> <p>L'inspection n'a pas pu vérifier le respect ni de la côte minimale d'extraction, ni des limites des installations classées ICPE, en l'absence de la fourniture d'un plan actualisé (cf point de contrôle n°5).</p> <p>L'inspection a constaté in situ le dépôt de béton cellulaire ; non seulement de tels déchets inertes, classés 17 01 02, ne sont pas admis sur le site, mais ce béton cellulaire ne provient pas de chantiers de terrassement de la SARL ANDRE TP puisque en provenance de la société NCH basée à St-HILAIRE-DE-BRETHMAS. De plus, le déchargement direct d'entreprises extérieures sur le site est interdit.</p> <p>Ces déchets de béton cellulaire ont déjà été constatés sur le site lors de la précédente inspection réalisée le 13/02/2020. Non seulement ils n'ont pas été évacués comme l'exploitant l'avait formalisé dans son courrier du 21/07/2020 en réponse, mais des dépôts récurrents ont continué in situ.</p>							

L'inspection a également constaté sur le site la présence de stockages de GBA (Glissières en Béton Armé) et de buses béton.

En l'état, le site n'est pas autorisé à accueillir des déchets de béton cellulaire, ni stocker ces éléments de chantiers TP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Liste des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 1.6
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations classées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont visées comme suit à la nomenclature des installations classées :</p> <p>. 2510 - 1 Exploitation de carrière Exploitation d'une carrière de roche massive calcaire - surface sollicitée : 3,29 ha - Surface exploitable : 2,6 ha - production annuelle maximale : 96 000 t - production annuelle moyenne : 60 000 t - estimation du volume exploitable : 365 000 m3 - durée sollicitée : 15 ans AUTORISATION</p> <p>. 2515-1-b Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, la puissance installée des installations, étant : b) supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW - puissance totale de l'installation : 485 kW ENREGISTREMENT</p> <p>. 2517-3 Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m² - superficie de l'aire de transit : 6 000 m² DECLARATION</p>
<p>Constats : Trois ICPE sont exploitées au lieu-dit Le Mas Neuf Ouest sur le territoire communal de TORNAC :</p> <p>- une carrière à ciel ouvert de calcaire classée sous la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées, soumise à autorisation,</p> <p>- des installations de traitement (1 concasseur mobile), d'une puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, de l'ordre de 485 kW, classées désormais sous la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des installations classées, toujours soumises à ENREGISTREMENT,</p> <p>- une station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, d'une superficie maximale d'environ 6000 m², classée désormais sous la rubrique 2517-2 de la nomenclature des installations classées, toujours soumise à DECLARATION.</p>
<p>Observations : A l'occasion d'un prochain APC, il conviendra de rectifier le classement des 2 installations suivantes eu égard aux évolutions de la nomenclature des ICPE :</p> <p>. installations de traitement, d'une puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, de l'ordre de 485 kW, classées désormais sous la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des installations classées (et non 2515-1-b), toujours soumises à ENREGISTREMENT,</p> <p>. station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, d'une superficie maximale d'environ 6000 m², classée désormais sous la rubrique 2517-2 de la nomenclature des installations classées (et non 2517-3), toujours soumise à DECLARATION.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Fiche de constat n° C-12, Inspection du 13/02/2020
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores est effectué pour mesurer l'impact acoustique de la carrière chez les riverains aux différentes phases de l'activité. En cas de dépassement des seuils de niveaux sonores, des dispositions devront être prises par l'exploitant pour respecter la réglementation. Ces mesures sont réalisées, au minimum, une fois tous les trois ans selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 aux points figurant sur le plan en annexe III.
Constats : Aucun contrôle des niveaux sonores n'a été effectué pour mesurer l'impact acoustique de la carrière chez les riverains aux différentes phases de l'activité, le dernier rapport de mission acoustique ayant été réalisé par AGEOX en octobre 2014 au moment de la rédaction de dossier de demande d'autorisation environnementale.. Ce constat a déjà été relevé lors de la précédente inspection réalisée le 13/02/2020, l'exploitant s'étant engagé à réaliser un tel contrôle dans son courrier du 21/07/2020 en réponse. Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à réaliser ce contrôle acoustique à l'occasion de la prochaine campagne d'extraction et de concassage, programmée fin 2023, après la période estivale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Aires et cuvettes étanches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 10.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aires et cuvettes étanches
Point de contrôle déjà contrôlé : Fiche de constat n° C-11, Inspection du 13/02/2020
Prescription contrôlée : Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.
Constats : Aucune aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels n'a été constatée in situ. Ce constat a déjà été relevé lors de la précédente inspection réalisée le 13/02/2020, l'exploitant ayant formalisé qu'il allait l'installer avec présence d'absorbant sur le site, dans son courrier du 21/07/2020 en réponse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Plan de carrières à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan de carrières à ciel ouvert
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Aucun plan n'a été fourni à l'inspection sur lequel sont reportés les limites du périmètre ICPE, les bords de la fouille, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les zones remises en état, les côtes altimétriques, etc.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas établi un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.</p> <p>L'inspection insiste sur le fait que le plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière doit comprendre les différents éléments stipulés à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Registre d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission des déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a établi un registre d'admission des déchets inertes. L'inspection a vérifié qu'il était actualisé au fur et à mesure des entrées sur la plate-forme de transit. Ce registre ne formalise ni l'accusé d'acceptation des déchets, ni le résultat du contrôle visuel, ni - le cas échéant - le motif de refus d'admission. En outre, la trame du registre contient les codes déchets suivants : 17 03 02 (mélange bitumineux), 17 01 07 (mélange de béton tuiles), 17 01 02 (briques) et 20 02 01 (déchets végétaux, souches, etc). Or, de tels déchets ne sont pas admis sur le site (cf fiche de constats n°1). De plus, eu égard à des évolutions réglementaires (décret n°2021-321 du 25/03/2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et sédiments), l'exploitant doit mettre en place un registre spécifique national des terres excavées, afin d'enregistrer, par l'intermédiaire de l'application RNDTS, les données relatives à la traçabilité des terres excavées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Traçabilité des terres excavées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des terres excavées (entrants)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; <p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none">- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats : Les seuls matériaux inertes externes admis sur le site provenant exclusivement des chantiers de terrassement d'ANDRE TP (cf fiche de constats n°1) sont classés 17 05 04 (terre et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses) et 20 02 02 (terres et pierres) ; ce sont en conséquence des terres excavées au sens de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

L'inspection a constaté la présence d'un registre chronologique où sont notamment consignés les lots de terres excavées entrants.

Néanmoins, ce registre des terres excavées entrants ne comprend pas l'ensemble des informations réglementaires applicables et, par ailleurs, eu égard à des évolutions réglementaires (décret n°2021-321 du 25/03/2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et sédiments), l'exploitant doit mettre en place un registre spécifique national des terres excavées, afin d'enregistrer, par l'intermédiaire de l'application RNDTS, les données relatives à la traçabilité des terres excavées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Traçabilité des terres excavées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des terres excavées (transport)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les transporteurs et les collecteurs de terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique des terres excavées et sédiments transportés ou collectés. Ce registre contient au moins, pour chaque lot de déchets transportés ou collectés, les informations suivantes : a) Concernant la date d'enlèvement et de déchargement : - la date d'enlèvement des terres excavées et sédiments ; - la date de déchargement des terres excavées et sédiments ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle des terres excavées ou sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; c) Concernant le transport des terres excavées et sédiments : - le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant les terres excavées et sédiments ; - dans le cas de déchets dangereux, selon le cas, le code transport lié aux réglementations internationales relatives au transport international des marchandises dangereuses par route, au transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, au transport de matières dangereuses sur le Rhin, ou au transport maritime de marchandises dangereuses ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; d) Concernant l'origine et la gestion des terres excavées et sédiments : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les terres excavées et sédiments au transporteur ou au collecteur ; - l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse du producteur ou de la personne les remettant ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination des terres excavées et sédiments : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés.

Constats : L'inspection a constaté la présence d'un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées entrants.

L'exploitant assure le transport des matériaux inertes entrants sur la station de transit, ceux-ci étant exclusivement issus de ses chantiers de terrassement.

Néanmoins, ce registre des terres excavées entrants ne comprend pas l'ensemble des informations réglementaires applicables dédiées au transport et, par ailleurs, eu égard à des évolutions réglementaires (décret n°2021-321 du 25/03/2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et sédiments), l'exploitant doit mettre en place un registre spécifique national des terres excavées, afin d'enregistrer, par l'intermédiaire de l'application RNDTS, les données relatives à la traçabilité des terres excavées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois